

M. le vice-président (M. Richard): Plaît-il au comité de revenir à l'article 2?

Des voix: D'accord.

Sur l'article 2—*Titre abrégé*

M. le vice-président (M. Richard): Le comité est-il prêt à se prononcer?

M. Peddle: Monsieur le président, je ne veux pas qu'on m'accuse de causer ou d'encourager l'obstruction...

Une voix: Vous avez employé le mot.

M. Peddle: ...mais il y a quelques observations que j'aimerais faire avant que ce bill ne tombe dans l'éternité. D'abord, je remarque la liste des divers ministres et ministères. Il est significatif qu'on y trouve un ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

L'hon. M. Drury: Règlement.

M. Peddle: Ce que j'ai à dire touche de très près l'amendement. Je vais tout rattacher, comme disent les avocats. Il y a aussi un ministre des Pêches et des Forêts et un ministre de l'Agriculture. Nos trois grandes industries primaires y sont donc bien représentées. Quelle serait la réaction des députés qui représentent des régions rurales si le ministère de l'Agriculture devait être rebaptisé ministère de l'Environnement? La même question se poserait aux députés qui représentent les grandes régions minières si ce ministre devenait le ministre de l'Environnement.

Je dois appuyer l'amendement de mon collègue de Saint-Jean-Est, mais je veux aller encore plus loin. Il veut créer le ministère de l'Environnement et des Pêches, mais cela escamoterait un autre grand secteur de notre industrie, celui des forêts. Les députés peuvent demander ce qu'est un nom et citer Shakespeare, je crois, en disant qu'une rose sentirait aussi bon si on lui donnait un autre nom. Mais par rapport à la situation présente, c'est de la poésie. Un nom veut dire beaucoup de choses. Les publicitaires dépensent des millions de dollars pour trouver un nom qui plaise au public.

Quand le ministre des Pêches et des Forêts deviendra le ministre de l'Environnement, il sera considéré par beaucoup de Canadiens comme le ministre de la Pollution, ou le ministre de la Lutte contre la pollution. Je n'essaie pas de faire de l'esprit, mais je ne veux pas voir notre grande industrie de la pêche, le long des côtes de l'Atlantique et du Pacifique, associée directement à un ministère de la Pollution. Je sais que la lutte contre la pollution est essentielle à la survie de nos pêches, mais je ne puis accepter qu'on associe nos pêches à la pollution. On a aussi proposé le nom de «ministère de l'Environnement, des Pêches et des Forêts», ce qui donnerait en anglais le sigle EFF, correspondant aux trois premières lettres du mot «effluent».

Pour la première fois depuis nombre d'années, le ministère des Pêches a suscité le respect, non seulement dans ma province, mais dans toutes les provinces où il y

[M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles).]

a une industrie de la pêche. Je voyage beaucoup dans ma province, et je sais que les gens commencent enfin à respecter le ministère. Mais je signale que cette industrie occupe des milliers d'hommes—soit dit sans vouloir les dénigrer—qui ne savent même pas ce que signifie le mot «environnement». A moins que le ministre ne puisse faire valoir des arguments solides et raisonnables pour appuyer le nom proposé, qui a été imaginé par quelqu'un dans un obscur bureau, je ne veux pas que notre précieuse industrie de la pêche soit mise en danger en étant directement associée à un ministère chargé de la pollution.

Dire que le même ministère de l'État qui s'occupe de la pollution de l'air à Toronto, Montréal et Vancouver contrôlera les pêches à la baie de Plaisance ou dans toute autre région de pêche des côtes de l'Atlantique ou du Pacifique, n'est guère sensé. Dans ma circonscription, il y a de l'exploitation minière, un peu d'agriculture et beaucoup de pêche. Il y a également une certaine exploitation forestière. Ces industries primaires méritent tout à fait de continuer à figurer dans le nom du ministère qui s'en occupe. Que cela nous plaise ou non, je pense que si cette mesure est adoptée sous sa forme actuelle, elle amoindrira l'efficacité de ce ministère et la réputation qu'il s'est acquise. Par conséquent, le minimum qu'il m'est possible d'accepter est l'amendement de mon collègue qui demande que le nom devienne ministère de l'Environnement et des Pêches.

• (5.30 p.m.)

Je ne me préoccupe pas outre mesure de sa compétence forestière. Bien qu'il s'agisse d'une très grande responsabilité, je crois qu'il n'y a guère, le ministre a assumé la responsabilité des questions forestières. Si je ne m'abuse, le ministère portait auparavant le nom de ministère des Pêcheries. Maintenant, on change brusquement le nom en ministère de l'Environnement, un nom qui sera parfaitement insignifiant pour des milliers de Canadiens qui travaillent dans les pêches. Je n'en vois pas la nécessité, monsieur le président. Si l'on veut changer de nom, la nouvelle appellation doit montrer que le ministère se préoccupe de l'industrie de la pêche.

Je m'inquiète de ce qui arrivera si nous adoptons le nom général de «ministère de l'Environnement». Imaginons les conséquences si on faisait la même chose pour les ministères qui ont le mot «agriculture» dans leur nom. C'est peut-être moins important pour les ministères qui se rapportent aux mines. N'oublions pas qu'en parlant de pêches et d'agriculture, nous parlons de produits alimentaires. Inutile de rappeler aux députés à quel point les gens sont difficiles et méticuleux dans le choix de ces produits. Je n'ai pas besoin de développer. Nous acceptons l'idée que l'une des principales fonctions du ministère de l'Environnement sera d'éliminer et de restreindre la pollution. J'ai bien peur que l'adoption du nouveau nom que propose le bill influera en quelque sorte sur nos marchés de ce produit alimentaire, le poisson. Quant à moi, je préfère de beaucoup le nom actuel. Je ne suis pas trop conservateur quand je dis que rien n'empêche de garder le nom de «ministère des Pêches et des Forêts». C'est un bon nom et le ministère jouit d'une bonne réputation nationale et internationale.